

Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
B.P. 206 - 13211 Marseille Cédex 1
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
« le prolétaire »
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
« le prolétaire »
1 an : 15 F (150 FB)
6 mois : 8 F (80 FB)
pli fermé : 27 F et 14 F
par avion : 25 F et 13 F
« programme communiste »
1 an : 15 F (150 FB)

11^e ANNEE - N° 153
25 juin au 8 juillet 1973

LE NUMERO :
0,80 F

FAMINE EN AFRIQUE NOIRE :

La révolte des peuples de couleur dans la stratégie de la Révolution communiste

Cent cinquante ans après l'Inde, où d'ailleurs l'Etat du Maharashtra est actuellement en proie à une terrible disette, l'Afrique soudanaise entre dans le cycle infernal des famines modernes. Il est désormais certain que si la jeunesse du capitalisme eut pour condition la désolation dans les campagnes indiennes, « blanches des ossements des tisserands », la longue et insupportable vieillesse de la société bourgeoise aura pour accompagnement les râles des ventres creux d'Afrique Noire.

Le long martyre des peuples d'Afrique Noire, auquel des siècles entiers de « commerce de bois d'ébène » ont donné un lugubre prologue, a véritablement commencé dans les dernières années du XIX^e siècle avec une fureur et une rage d'autant plus massacrantes que le capitalisme avait déjà dissous les vieilles sociétés en Europe, déjà soumis à l'obéissance celles d'Asie, et que de plus les vieilles civilisations africaines avaient pour base des forces productives plus faibles que sur les autres continents.

Il ne s'agissait pas tellement comme en Asie de développer l'impôt ou les corvées pour les besoins des métropoles impérialistes, mais bien plutôt de les introduire, comme au XVI^e siècle en Amérique indienne. Et il n'est pas étonnant que les colonnes d'aventuriers à la solde des Etats européens et bénis par les Eglises se soient montrées tout à fait dignes des conquérants espagnols. C'est d'ailleurs de cette époque (1914) que date la plus terrible famine connue de mémoire d'Africain.

Sur le chemin qui mène au capitalisme, ouvert en Europe par la décomposition de la société féodale, et sur lequel les autres continents ont été engagés successivement à marches forcées

sous les coups de fouet de l'impérialisme, les étapes portent partout les mêmes noms : destruction des vieux modes de travail plus ou moins collectifs sous les coups conjugués du mercantilisme et de la violence étatique, liquidation des garanties communautaires ancestrales, et donc famines, expropriation massive, insécurité permanente, et finalement prolétariat pour la grande masse des populations.

En Afrique Noire, hier avec l'administration coloniale, aujourd'hui par les deux moyens conjugués des Etats africains (qui ne sont autre chose que des succursales des vieux impérialismes français et anglais) (1) et de la « coopération technique », l'impérialisme poursuit inlassablement la seule politique qui soit la sienne : l'incorporation des masses africaines au marché mondial. Et il le fait avec la seule méthode qu'autorisent les rapports entre le capitalisme — la forme la plus développée du mercantilisme — et une société où le mercantilisme est absent ou confiné à la surface de la production : la participation forcée au marché, tant que la domestication définitive du vieux corps social n'a pas entraîné le développement « spontané » de la production pour la vente dans de vastes proportions.

La famine, produit nécessaire de l'impérialisme

Pour prendre des exemples parmi les régions aujourd'hui accablées par la famine, la culture de l'arachide est obligatoire au Sénégal et le paysan est obligé d'acheter engrais, insecticides et charrires. L'armée et la gendarmerie y veillent. Au Tchad — mais ceci doit être également vrai au Nord-Cameroun, au Mali, en Haute-Volta, au Niger, etc... à des nuances près — dans chaque tribu qu'Allah a malheureusement fixée dans une zone que les agronomes français ont décrétée favorable à la culture du coton, chaque homme doit porter sur lui un certificat attestant qu'il a bien planté le coton, et ce sous peine de prison. Au jour des semailles, du sarclage ou de la récolte, fixé longtemps à l'avance par l'administration,

gendarmes et anciens combattants sont sur les champs pour surveiller.

Inutile de dire que dans une telle société, où la domination impérialiste n'a pas encore pu modifier de façon substantielle les méthodes de travail traditionnelles, les cultures commerciales forcées se font au détriment des cultures vivrières. Selon les statistiques de la FAO, la production alimentaire par habitant a augmenté dans l'ensemble du Tiers Monde de 2 % entre l'avant-guerre et les années 1965-1966, mais a baissé de 4 % pour l'Afrique dans son ensemble (et donc y compris l'Afrique du Nord et l'Afrique du Sud, nettement plus engagées dans le développement capitaliste !).

Ceci a entraîné, outre la rup-

ture des équilibres écologiques, l'abandon de l'entretien des points d'eau — et en Mauritanie, l'Etat lui-même cesse de les entretenir depuis 1960 —, la disparition des réserves familiales et collectives — une récolte moyenne ne permet même plus dans beaucoup d'endroits de se nourrir normalement — et l'impossibilité partielle ou totale d'approvisionner les villes. Dans ces conditions, la moindre déchéresse entraîne inévitablement une véritable catastrophe sociale.

La grande famine actuelle, qui au dire des bourgeois eux-mêmes menace la vie d'au moins six millions de personnes, est donc un résultat nécessaire de l'impérialisme et de la « coopération technique » qui n'est qu'une forme de ce dernier. Bien mieux, elle est un accélérateur de la dissolution des communautés paysannes, rendues de plus en plus incapables, sous le joug de l'impérialisme, de remplir leurs fonctions de garantie et de sécurité traditionnelles.

Les terres cultivables, tout comme les terres de parcours du bétail, étant en droit impérialiste considérées comme propriété d'Etat sur laquelle de simples « droits d'usage » sont reconnus aux communautés, les exodes massifs et les migrations interminables provoqués par la famine poussent sédentaires et éleveurs non seulement à liquider pour une maigre bouchée de riz ou de mil leurs outils, leurs ustensiles ou leur bétail, mais surtout à perdre leurs droits sur la terre. Une partie d'entre eux vient ainsi grossir l'armée de réserve mondiale du capitalisme. Ne pouvant plus vivre que de la vente de leur force de travail, ils ne peuvent la vendre que quand et où le capital en a besoin ; et les 70.000 prolétaires d'Afrique Noire travaillant actuellement en France ne sont que les éclaireurs des nouveaux bataillons qui devront venir demain, à l'exemple des Irlandais hier en Angleterre comme en Amérique.

On ne pourra pas dire que les masses africaines se sont résignées à la famine comme à une « catastrophe naturelle » qui n'est d'ailleurs pas venue d'un seul coup. La révolte du Tchad dès 1966 s'est accompagnée du refus de payer l'impôt, de récolter le coton ou de le livrer. Au Sénégal, la disette de 1969 a entraîné des révoltes un peu partout. Les villageois, ici et là, et en dépit d'une terrible répression, ont refusé les engrais et les insecticides, arraché les plants d'arachide, refusé de payer l'impôt ; et la récolte arachidière passa de 1.020.000 tonnes en 1968-69 à 595.000 en 1969-70. Dans les villes, principalement au Sénégal, en Mauritanie et au Mali (pour ne parler que des régions touchées par la famine), plusieurs vagues d'agitation et de

(1) Voir la série « L'impérialisme français et ses colonies d'Afrique noire » parue dans les numéros 117 à 120 du Prolétaire (janvier et février 1972).

grèves se sont succédées depuis 1968.

L'Afrique Noire ne fait aujourd'hui que les premiers pas sur le chemin historique qui mène de la destruction de la vieille société traditionnelle au capitalisme en passant par la révolution démocratique et la constitution d'Etats nationaux, à moins que le prolétariat mondial ne terrasse définitivement l'ogre de la production capitaliste, et pour cela en premier lieu les grands Etats impérialistes — comme le confirme l'expérience historique gravée en lettres de feu dans les thèses du Congrès des Peuples d'Orient à Bakou en 1920. Ce long chemin ne sera pas seulement pavé de souffrances et de misères toujours plus insupportables. Il sera aussi jalonné de révoltes, d'émeutes et de soulèvements toujours

plus amples, dont les luttes passées et présentes sont le gage certain : luttes de la paysannerie des villages résistant à la pénétration du capital, mais également luttes des noyaux prolétaires résistants à l'exploitation capitaliste moderne, venant ainsi accroître le potentiel explosif de ces régions. (Et on se souvient que le heurt avec l'impérialisme, au Cameroun comme au Congo, fut d'autant plus violent que fut réalisée pour un temps la conjonction entre mouvement urbain d'une part, mouvement rural de l'autre.)

Devant la famine actuelle, qui soulève toutes les questions vitales de la lutte contre le capitalisme, toutes les forces sociales et tous les partis révèlent ce qu'ils sont en réalité.

(Suite page 4.)

Les communistes et l'opinion publique

La réaction de l'« opinion publique » a de tous temps été l'un des prétextes invoqués par les opportunistes pour saboter les luttes ouvrières. Voici comment Lénine leur répondait en 1912 :

« Plus forte est la pression des ouvriers, plus nombreuses sont les améliorations qu'ils obtiennent. La « sympathie de la société », aussi bien que l'amélioration de la vie sont le résultat d'un haut développement de la lutte. Là où les libéraux (et les liquidateurs) disent aux ouvriers : vous êtes forts quand la « société » sympathise avec vous — le marxiste, lui, leur dit : la « société » sympathise avec vous quand vous êtes forts. Par société, il convient d'entendre dans ce cas les diverses couches démocratiques de la population, la petite-bourgeoisie, les paysans, l'intelligentsia qui a des rapports étroits avec la vie ouvrière, les employés, etc. » (Œuvres, t. 18, p. 83).

Là où l'opportunisme raisonne en termes de « psychologie », le marxisme pose la question en termes de classes : la « sympathie » des couches moyennes n'est que la manifestation de leur neutralisation et de leur soumission devant la violence de la classe dominante : aujourd'hui celle de la bourgeoisie, demain celle de la dictature prolétarienne — instaurée contre les « sympathies » actuelles des « couches démocratiques ». Quant à ceux qui sabotent régulièrement les luttes ouvrières au nom de l'opinion publique (les dernières grèves d'O.S. immigrés ou de la Sécurité sociale en sont un exemple), ils ne sont que les ignobles descendants des « libéraux » et des « liquidateurs » fustigés par Lénine. C'est pourquoi la lutte de classes leur réservera le même sort qu'à ces derniers en Russie !

WASHINGTON POST, ROUGE & Co

Que la fonction de l'Etat bourgeois soit indépendante de la forme que les circonstances historiques rendent possibles, et que la forme démocratique soit celle qui permette le mieux aux différentes cliques de rivaliser pour fournir le personnel politique — par toute une gamme de moyens — mais tout en laissant l'Etat intact, n'est pas une leçon nouvelle pour le marxisme. Le « scandale » du Watergate illustre magnifiquement et la grande bourgeoisie le dit elle-même ouvertement : « Nous avons déjà eu beaucoup de crises aux Etats-Unis. Dans quelques années ou peut-être même dans quelques mois, on se souviendra de celle-ci comme de l'une d'entre elles, mais sans plus. C'est cela la force de la démocratie américaine » (Interview du directeur du Washington Post, rapportée par Le Figaro du 7-5-73).

L'attitude vis-à-vis de l'Etat de la petite-bourgeoisie démocratique et de sa queue soi-disant ouvrière n'est pas non plus nouvelle. Voici ce qu'on peut lire dans Rouge du 11-5-73 : « ...On ne peut pas dire

que la presse américaine, le Post ou le New York Times soient inféodés à telle ou telle partie du capital U.S. La privatisation extrême de l'information, l'indépendance d'une presse qui — pour être bourgeoise — n'est pas pour autant aux ordres du gouvernement, sont des phénomènes que l'on apprécie mal en France... », et plus loin : « Et de la « démocratie de la corruption » qu'est la démocratie américaine, ce n'est pas le deuxième terme qui sera éliminé, parce qu'il est inhérent au système. Les premières batailles que livrera la Maison Reblanchie, viseront cet aspect essentiel de la démocratie américaine qu'est la liberté de la presse ».

La Ligue « communiste » assure donc la fonction de l'opportunisme consistant à semer l'illusion que les barricades démocratiques derrière lesquelles se renforce la forteresse de l'Etat seraient des bastions avancés dans la lutte contre ce même Etat. Elle montre ainsi qu'elle fait partie intégrante du système de défense de la société bourgeoise.

RÉUNION PUBLIQUE A PARIS

Vendredi 29 Juin, à 20 h. 45

Salle Lancry, 10, rue de Lancry - PARIS (10^e)
(Métro République)

DE KAUTSKY AUX GAUCHISTES
NATURE ET FONCTION DU CENTRISME

LETTRE D'ITALIE :

SYNDICATS TRICOLORES

Lorsqu'en 1949, en Italie, l'unité syndicale issue de la Résistance se défit pour donner place à trois (puis quatre) syndicats aux noms différents, notre Parti écrivit :

« Les syndicats fascistes firent leur apparition comme une étiquette syndicale parmi d'autres : tricolore contre rouge, jaune et blanche. Mais le monde capitaliste était désormais le monde du monopole, et ces syndicats devinrent syndicat d'Etat, syndicat obligatoire, qui encadre les travailleurs dans la structure du régime dominant et détruit en fait et en droit toute autre organisation. Ce grand fait nouveau de l'époque contemporaine n'était pas réversible ; il constitue la clé de l'évolution syndicale dans tous les grands pays capitalistes (...).

« Si la situation historique italienne avait été réversible, autrement dit s'il y avait eu le moindre fondement au stupide slogan du second Risorgimento (1) et de la nouvelle lutte pour la nation et pour l'indépendance — qui était plus que jamais le cheval de bataille des stalinien eux-mêmes — la tactique consistant à fonder une confédération syndicale unique rassemblant les rouges avec les jaunes, les blancs avec les noirs, n'aurait pas vu le jour ; et sans l'influence des facteurs de force historique, qu'on peut, s'il faut leur donner un nom, désigner par celui de Mussolini, les masses n'auraient pas subi cet ordre bestial provoqué par l'encyclique moscovite de Pâques 1944.

« Même si elles mènent aujourd'hui à la formation de plusieurs confédérations, et même si la Constitution admet la liberté d'organisation syndicale, les scissions successives de la C.G.I.L., avec le départ des démocrates-chrétiens puis celui des républicains et des socialistes de droite, n'interrompent pas le processus social d'assujettissement du syndicat à l'Etat bourgeois ; elles ne sont qu'une phase de la lutte capitaliste pour ôter aux futurs mouvements révolutionnaires de classe la base solide d'un encadrement syndical ouvrier vraiment autonome.

« Les effets des influences exercées par les grands appareils d'Etat étrangers, qui se disputent dans ce no man's land d'un pays vaincu où la bourgeoisie locale a perdu son autonomie dans la direction de l'Etat, ne peuvent cacher que même la confédération syndicale qui reste avec les socialo-communistes de Nenni et Togliatti ne se base pas sur une autonomie de classe. Elle n'est pas une organisation rouge ; elle est, elle aussi, une organisation tricolore sur le modèle mussolinien.

Aujourd'hui, le rapport préparatoire de Lama (l'équivalent de « notre » Ségué - NDR) pour le 8^e congrès de la CGIL montre le degré d'avancement de ce processus qui a vu le contenu fasciste remplir la forme démocratique (toujours très vivace et si précieuse pour le capitalisme) et consacrer, en raison du sommeil du mouvement ouvrier, la perte de toute autonomie, même formelle, des organisations syndicales, et leur insertion dans le cadre de l'Etat bourgeois ; à quel point une telle sujétion est de plus en plus théorisée, c'est aussi ce que montre le rapport de Lama. Certes, l'« habileté dialectique » de l'opportunisme pour se justifier n'a rien de nouveau. Quand la lutte revendicative révèle son insuffisance aux yeux des ouvriers (soit parce que l'augmentation du coût de la vie dévore les augmentations de salaires conquises, soit parce que les exigences de la production capitaliste empêchent de réduire la durée du travail, ou bien compensent immédiatement les limitations éventuelles par l'intensification de l'effort productif ou la multiplication des heures supplémentaires), et qu'il apparaît clairement qu'il faut porter cette lutte revendicative au niveau plus élevé de la lutte pour la possession des moyens de production, qui suppose la lutte pour la conquête préalable du pouvoir, l'opportunisme a toujours réagi en déplaçant l'action sur le terrain politique de la participation à la gestion économique, politique et sociale du régime convenablement « réformé », acceptant du même coup d'abandonner, voire de supprimer sous prétexte qu'elle serait « corporative », la lutte défensive des ouvriers pour les salaires et le temps de travail, ainsi que ses armes spécifiques. En 1920-21, la lutte revendicative fut abandonnée pour le mythe du « contrôle de la production » réalisé en alliance pacifique avec les « pouvoirs publics ».

Aujourd'hui, le processus historique irréversible de l'ère impérialiste a encore fait des pas de géants dans ses effets sur les organisations ouvrières ; ce qui semblait n'être alors qu'un épisode, l'ouverture d'une simple porte de service dans l'énorme édifice de l'Etat bourgeois, est devenu une méthode et, bien entendu, un principe ; les syndicats apparaissent — et se déclarent eux-mêmes — comme une des composantes essentielles du « système » : ils sont en fait et en doctrine, des organes tricolores, dont l'unique souci est d'obtenir une place officielle aux « pupitres de commande » paritaires, en rejetant avec dédain toute revendication purement « monétaire », ainsi que l'agitation permanente, l'extension des grèves, la radicalisation et l'unification des luttes.

Ce n'est plus au nom de la classe ouvrière qu'ils prétendent agir, c'est au nom du Pays — avec un P majuscule ; ce ne sont plus les intérêts de la classe qu'ils cherchent à défendre, ce sont les intérêts du Pays (ou tout au plus les intérêts de la classe dans le cadre de la défense de ce dernier) : le prochain congrès, écrit Lama, doit « exprimer l'effort de la CGIL pour trouver une issue positive à la situation lourde et dangereuse que traverse le Pays ». Autrement dit : Danger ! risques d'affrontements en perspective ! Pour l'éviter, « il s'agit de savoir si les classes laborieuses et en particulier leurs syndicats sont en mesure d'indiquer à la nation italienne des solutions positives basées sur un programme de développement économique, social et culturel susceptible d'assurer le soutien non seulement des grandes forces des travailleurs dépendants [euphémisme pour : « salariés » — NDR], mais aussi de couches sociales intermédiaires et capitalistes plus avancées (sic), des élites de la culture et de l'intelligence » et de rendre possible « une vie sociale et civile plus libre et plus riche » (2). Car cette vie-là, les « patrons », dans leur aveuglement, ne savent pas la faire jaillir du sein de notre mère la démocratie, prisonniers qu'ils sont, les malheureux, d'une « logique traditionnelle qui mène à la dégradation de l'économie » ; quant aux « pouvoirs publics », ils ne sont même pas en mesure de faciliter son avènement, puisqu'ils n'acceptent pas de respirer à pleins poumons l'oxygène que leur offre la trinité syndicale. En l'absence d'une telle vie, « nous sommes condamnés à vivre au jour le jour et à glisser lentement sur une pente sans issue ». Ce dernier aveu est précieux : le syndicat soi-disant « rouge » n'imagine pas une seconde que la crise sociale qui menace puisse avoir une issue non nationale, non réformiste, non démocratique, non légaliste et non interclassiste : c'est la « nation italienne » en piteux état qui constitue le point de départ, et la « nation italienne » renouée dans l'éclat de ses élites le point d'arrivée.

Nous ne chercherons pas à analyser les différents aspects de la « ligne alternative » proposée par la CGIL pour sauver la patrie et son économie bien-aimée. Mais il faut souligner que pour ces messieurs les « points fondamentaux de la programmation économique démocratique à laquelle les syndicats veulent participer », sans même avoir « la prétention d'élaborer un plan ou un contre-plan », doivent être « inclus dans la plate-forme politique générale du Pays », étant bien entendu que « la participation du mouvement syndical à son élaboration devrait représenter non pas une usurpation des pouvoirs qui incombent aux forces politiques, mais une contribution extrêmement importante aux choix de ces forces », afin qu'il soit bien clair pour tous, mais surtout pour les fameuses « élites de la culture et de l'intelligence » que ce qui anime les syndicats soi-disant ouvriers, c'est un esprit désintéressé, héroïque et patriotique, l'absence totale d'« étroitesse corporatiste », la

volonté résolue de se mettre à la remorque — comme moteur de secours ! — des « forces » du régime.

A bas, donc, « les poussées corporatistes, sectorielles, ou d'entreprise, qui brisent l'unité de la classe et peuvent compromettre la réalisation d'un projet de développement économique général » (on voit bien, effectivement, que pour ces messieurs, l'« unité de la classe » c'est l'« unité de la nation » !). En revanche, oui à « l'extension qualitative des rapports de la CGIL et du mouvement syndical non seulement avec le gouvernement mais aussi avec le Parlement et avec les Partis, dans le respect total [qui dira après ça que nous ne vivons pas dans un monde de parfaits gentlemen !] des prérogatives des organes institutionnels, qui sont dans notre démocratie une donnée pour nous IRREVERSIBLE ». A bas les « camarades » qui verraient malencontreusement dans l'ensemble de ces propositions « une hypothèse de stabilisation et de démission » ou qui rêveraient d'un retour aux méthodes révolues de la grève générale. Vive au contraire ceux qui reconnaissent dans ces propositions une « action offensive contre le système et la société où nous vivons » et qui non seulement admettent les vertus souveraines des grèves frac-

tionnées, mais veulent que ce fractionnement soit plus étendu, plus radical, plus « vrai » pour coller au tissu de l'Etat bourgeois au point de se transformer en « articulation des plate-formes au niveau régional » avec adoption de « formes de lutte articulées et différenciées » permettant aux syndicats « ouvriers » et à l'autorité régionale — cette découverte récente de la démocratie « irréversible » — « de faire ensemble certaines choses et même de passer des accords ». Ainsi « la direction unitaire du mouvement syndical » tant désirée pourra se transformer en pleine et joyeuse cogestion et codirection de l'économie nationale et de l'appareil d'Etat lui-même (ce qui, bien entendu, n'exclut pas son élargissement à l'échelle européenne), et la classe ouvrière sera emprisonnée sans possibilité de répit dans le mécanisme sur lequel reposent l'extorsion du profit et la sujétion de la force de travail vis-à-vis du capital.

Par une voie différente, et avec l'immense avantage de pouvoir se parer des couleurs de la liberté et du « pluralisme », les syndicats tricolores de la bienheureuse ère démocratique en sont ainsi arrivés au même point que le corporatisme fasciste avant sa marche totalitaire au pouvoir. Ils passent aux aveux et n'ont même plus la pu-

deur de dissimuler leurs objectifs. Qu'ils prétendent défendre ainsi les intérêts de la classe ouvrière ne change rien au résultat : l'« axiome » selon lequel c'est en défendant le sort du capital qu'on défend le sort des ouvriers, et vice-versa, est aussi vieux que le capitalisme. Le prolétariat devra se dresser un jour contre cette organisation de contre-révolutionnaires professionnels, avec la conviction que si le régime bourgeois a échappé jusqu'à présent à la catastrophe que lui assigne l'histoire, il ne le doit qu'à leur soutien servile, lâche et inconditionnel. Ces gens-là, qu'ils s'appellent Lama ou Ségué, ne se contentent pas de servir l'ennemi de classe : ils y prennent plaisir. Le syndicat rouge ne pourra renaître que d'un renversement du processus historique qui a fait et fait encore de la classe ouvrière, non pas l'antagoniste du capital, mais une composante parmi d'autres de son règne ignoble. En l'absence de ce retournement radical, qui remettra la classe ouvrière dans la ligne de ses objectifs historiques incarnés par le communisme, les syndicats soi-disant « ouvriers » deviendront de plus en plus tricolores, en attendant le jour où, si besoin est, la façade bariolée de la pluralité des partis et des syndicats fera place à la couleur unique de la chemise noire fasciste.

CGT-CFDT : DIVISION DU TRAVAIL ENTRE LAQUAIS DE LA BOURGEOISIE

A en croire les déclarations de Maire après le Congrès de la C.F.D.T., il y aurait en France « deux courants socialistes » : l'un « centralisateur et autoritaire », représenté par le P.C. et la C.G.T., l'autre « autogestionnaire ou anti-hiérarchique », représenté par la C.F.D.T. Le secrétaire général de l'ex-centrale chrétienne défrôlée pour mieux attirer la clientèle a oublié d'ajouter à ses déclarations une précision de taille : ces deux soi-disant « courants socialistes », s'ils divergent dans une certaine mesure sur la manière de dévoyer les luttes de la classe, sont par contre entièrement d'accord pour proclamer ensemble : vive la réforme de l'Etat bourgeois, à bas la révolution et la dictature du prolétariat !

On peut lire dans le Rapport général du Congrès C.F.D.T. :

« L'Etat est l'ensemble d'institutions, de moyens et de pouvoirs qui cristallise à un moment donné les divers antagonismes de classe dans la société (...). Si l'Etat est une réalité sociale qui n'est pas neutre, il n'est pas non plus, de façon durable, l'instrument d'un seul groupe social restreint. S'il est globalement l'instrument des classes dominantes, il ne l'est pas sans conflit... dans la mesure où la classe dominée imposera la prise en compte d'un certain nombre de ses exigences (...). L'Etat présentera donc, dans le système capitaliste même, certains aspects progressistes imposés par le rapport de forces à un certain moment. » (Page 104. Souligné par nous.)

On a reconnu la thèse opportuniste classique selon laquelle l'Etat n'est pas l'instrument exclusif de la classe dominante qu'y voit le marxisme (la trique disait Engels), mais une synthèse représentative des rapports sociaux, modifiable par l'évolution du rapport de forces, c'est-à-dire par l'expression « authentique » de la « volonté populaire ». Rien d'étonnant donc à ce que la C.F.D.T. préconise (tout comme le Programme Commun) « un processus de changement de la nature de l'Etat » par la « constitution d'un rassemblement majoritaire pour le socialisme démocratique » ; puis la réalisation d'une série d'« objectifs significatifs », à commencer par la « socialisation » des principaux moyens de production et d'échange, « en particulier » des secteurs-clés (« l'importance du secteur socialisé, écrit le rapport, doit être suffisante pour assurer le renver-

sement global du rapport des forces dans le pays et permettre d'engager un nouveau mode de développement » : rien de nouveau sous le soleil petit-bourgeois..., la gestion décentralisée des entreprises déjà socialisées, la socialisation et l'autogestion des grands moyens de culture, d'information et de formation, la décentralisation des pouvoirs, etc..., jusqu'à la réforme... de la police et de l'armée.

Aucune divergence donc, entre les objectifs des deux soi-disant « courants socialistes » : il s'agit bien, dans un cas comme dans l'autre, de pousser la classe ouvrière dans la direction sans issue des réformes de la société bourgeoise et de son Etat, autrement dit de l'éloigner du seul chemin possible de son émancipation, la prise du pouvoir par la révolution violente, la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de sa dictature de classe sous la direction de son parti.

C'est dans le choix de la meilleure fausse route pour fourvoyer la classe qu'apparaît la seule différence : alors que le P.C.F. et la C.G.T. cherchent avec constance à dévoyer les luttes dans les élections (pour obtenir en récompense de leurs bons services quelques strapontins au sein de l'Etat bourgeois), ceux de la C.F.D.T. tendent, en brandissant le thème de l'autogestion cher aux couches salariales petites-bourgeoises « frustrées », à enfermer les salariés dans les innombrables culs-de-sac des entreprises : « La participation des travailleurs à la décision dans l'entreprise, avec les sections syndicales, est bien le moyen le plus efficace pour réaliser à la fois l'amélioration de la situation concrète des travailleurs, le progrès de la conscience de classe, la modification des rapports de forces avec l'adversaire, et l'accentuation des contradictions du système capitaliste » écrit la C.F.D.T. Y a-t-il un meilleur moyen de diviser la classe ouvrière, de l'empêcher de prendre conscience de ses intérêts même immédiats en tant que classe, que de la cloisonner dans des dizaines de milliers d'entreprises concurrentes ? Le Figaro ne s'y est pas trompé, en déclarant que l'autogestion proposée par la C.F.D.T. constitue « une direction intéressante, comme intéressante est la recherche gaulliste d'une véritable participation. Pour tenter de répondre à la sourde aspiration des Français, l'une et l'autre s'effor-

cent de tracer une troisième voie entre marxisme et capitalisme » (5-6-73).

On voit donc à quoi sert la C.F.D.T. : offrir une autre voie de garage à la lutte de classe quand celle de la C.G.T. risque de ne pas suffire à la tâche. Les deux laquais de la bourgeoisie ne font que se diviser le travail pour conjurer le spectre de la reprise généralisée des luttes.

Le Congrès de la C.F.D.T. a d'ailleurs bien mis les choses au point : les revendications les plus dangereuses, celles qui risquent d'unifier la classe, comme l'augmentation uniforme des salaires (ou la réduction draconienne de la durée du travail) ont été bannies au profit de « l'augmentation du pouvoir d'achat non intégralement hiérarchisée » (l'hypocrisie chrétienne est plus difficile à abandonner qu'une simple initiale !). Les violences sur les personnes, ainsi que « les détériorations de matériel et le sabotage de l'outil de travail » sont expressément « désapprouvées ». La grève illimitée est déconseillée car « elle est le plus souvent le résultat d'une tendance patronale (...) à manier la répression dès le début des conflits (...) ». Alors les situations se durcissent, les débrayages limités deviennent illimités [Patrons, soyez donc raisonnables et les débrayages resteront limités !], la volonté des travailleurs engagés dans la lutte devient plus farouche [Danger !]. La grève illimitée est souvent le fait des travailleurs les plus exploités dont la révolte est aussi soudaine que violente. Elle n'est pas forcément le signe d'une conscience de classe plus élevée... »

On retrouve dans ces phrases ignobles (dont l'Humanité s'est aussitôt félicitée) le langage caractéristique de l'opportunisme de toujours : la peur et la haine des bonzes syndicaux et des couches ouvrières embourgeoisées envers les ouvriers combattifs, les prolétaires non « éduqués » qui n'ont rien à perdre que leurs chaînes, et auxquels les cours de « formation syndicale » payés par l'entreprise et l'Etat n'ont pas encore appris les bonnes manières démocratiques et la soumission. C'est sur le cadavre de toutes ces directions opportunistes que la classe ouvrière devra faire renaître les organisations de défense de ses intérêts immédiats, que le parti de classe utilisera comme instrument de la lutte révolutionnaire.

(1) Ce terme désigne le mouvement d'indépendance nationale de l'Italie au XIX^e siècle.

(2) Ces citations et toutes celles qui suivent sont tirées du rapport préparatoire de Lama pour le 8^e Congrès de la C.G.I.L., et soulignées par nous.

Tactique et organisation sont inséparables des principes

(Le début de cet article a paru dans les nos 150, 151, 152 du « Proletaire ».)

Récapitulation

Tout ce que nous avons dit jusqu'à présent découle en droite ligne de toute notre tradition de Parti. On peut en trouver la formulation synthétique dans les *Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation est historiquement défavorable*, comme dans les *Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial, selon les positions qui depuis plus d'un demi-siècle forment le patrimoine historique de la gauche communiste*; dans les premières, on affirme en effet que « la question de l'organisation interne du Parti (...) est inséparable de l'ensemble de nos positions, et ne peut donc constituer un secteur isolé, un compartiment étanche », et dans les secondes : « les questions... énoncées historiquement comme relatives à l'idéologie et à la doctrine du Parti, à son action dans les situations historiques successives et par conséquent à son programme, à sa tactique et à sa structure organisationnelle doivent être considérées comme formant un tout ».

Plus généralement, notre position se rattache directement à une vision matérialiste et dialectique du marxisme, et aux luttes historiques que menèrent, sur le terrain de l'organisation précisément, Marx et Engels contre Bakounine en 1871-72, et Lénine contre les menchéviks en 1902-03. Cette opposition entre partisans d'une structure organisationnelle rigide, fermée et centralisée, et adeptes d'une structure floue, fédéraliste, ouverte ou atomisée, correspondait à une opposition de principes et de doctrines, qui, quoi qu'elle fût formulée en termes purement « organisationnels », recouvrait en réalité l'arc immense qui embrasse la théorie de la lutte du prolétariat pour son émancipation, ses buts finaux, son cours nécessaire, et les organes et les moyens qui lui sont indispensables.

De même qu'il est anti-marxiste de déclarer que la tactique est indifférente à la doctrine et aux principes, et de nier que le rapport entre la tactique et le développement multiforme des situations objectives et, en un sens, extérieures au Parti, doive, bien que changeant, être « dominé et prévu à l'avance » par le Parti, de même il serait anti-marxiste de dire que l'organisation est indifférente à la doctrine et aux principes, alors qu'elle est le support nécessaire de la tactique et, par l'intermédiaire de celle-ci, le support nécessaire de la doctrine, du but final et du programme du Parti à travers les vicissitudes de l'histoire.

Indubitablement, la tactique doit refléter les principes, et, si elle y contrevient (ce qu'elle fait dès qu'elle les ignore), elle les dénature par contre-coup; non moins indubitablement, les principes et la tactique impliquent une organisation rigoureusement adéquate, faute de quoi l'organisation se transformerait en courroie de transmission de principes et de tactiques, et à la longue de théories et de programmes étrangers, qui détruiraient la raison d'être du parti. Certes, il serait utopique de prétendre arriver à l'idéal, au « parti parfait », grâce à des moyens organisationnels, car cette « perfection » — qui n'est rien d'autre que l'identification totale du parti formel et du parti historique, réalisée en de rares moments de l'histoire des luttes de classe — résulte de la convergence complète de tous les facteurs constituant la réalité du

parti. Mais il serait tout aussi utopique de compter sur le hasard, l'imprévu, l'indéterminé, bref, sur n'importe quelle structure organisationnelle, pour réaliser une action du parti conforme à ses propres principes. Ce que nous enseignent aussi bien *Que faire?* que notre combat au sein de l'Internationale, c'est précisément que le *dogmatisme en théorie* (c'est-à-dire l'affirmation de l'invariance de la doctrine) doit se traduire sans solution de continuité, sans rupture, ni hiatus ni bavures, jusque dans les plus infimes activités du Parti, ses structures les plus « subalternes », jamais considérées comme existant et valables en elles-mêmes, mais toujours reliées aux principes et établies en fonction de ceux-ci. C'est pourquoi nous affirmons que la condition d'un bon fonctionnement organisationnel du parti est sa solidité dans les domaines indissociables de la théorie, du programme et de la tactique, ainsi que la défense de cette solidité par la continuité de la structure organisationnelle et des principes qui l'inspirent — tel étant le double fondement d'une action organique, unitaire et rectiligne du parti révolutionnaire.

Toute déviation organisationnelle recouvre une déviation de

principe. L'anti-centralisme et l'anti-autoritarisme des bakouninistes était le reflet fidèle de leur individualisme et de leur idéalisme théoriques; le laxisme organisationnel des menchéviks correspondait à leur gradualisme et à leur suivisme doctrinal; le fédéralisme de la II^e Internationale décadente, à son parlementarisme et son démocratisme fonciers; la prétendue « bolchévisation » de 1925 basée sur les cellules d'usine, au fait qu'on allait vers une transformation des partis communistes, d'abord en « partis du travail », puis en partis du peuple, avec toutes les conséquences néfastes que cela devait entraîner. Et chacune de ces déviations a engendré de nouvelles déformations radicales de la doctrine, des principes, de la tactique, et même de la conception du but final. Dans la tendance la plus extrême de l'anarchisme, cette conception perd même tout semblant d'identité avec notre doctrine et en diverge de façon flagrante, car le but de notre combat, à nous communistes, est la communauté de l'espèce, alors que le rêve des Proudhon et Bakounine est une communauté d'individus ou, au mieux, de petits groupes se suffisant à eux-mêmes.

Pour une conception dialectique des problèmes d'organisation

Dans tous nos textes consacrés aux problèmes d'organisation du parti (même et surtout, dirions-nous, dans ceux qui condensent sous la forme la plus vigoureusement polémique les leçons du passé) on trouve une façon éminemment dialectique de poser les questions et de les résoudre.

Forts d'un bilan historique de plus d'un demi-siècle, ces textes s'attaquent à l'utopie nocive d'une « charte constitutionnelle » qui, par la seule vertu de son propre mécanisme, garantirait le bon fonctionnement du parti et le protégerait contre les assauts de l'opportunisme; mais ils n'avallent pas pour autant l'utopie inverse d'un parti qui ne créerait pas — alors qu'il doit en créer — les rouages spécifiques conformes aux principes qui régissent son action.

Si nos textes mettent en garde contre l'abus du formalisme, ce n'est pas pour préconiser le refus des formes et de l'usage correct des formalismes organisationnels. Ils nient qu'on puisse transposer mécaniquement la structure de type militaire que le Parti devra nécessairement se donner au cours de l'assaut révolutionnaire et de la guerre civile pour le pouvoir, à des phases et à des situations où ces objectifs sont encore éloignés. Mais cet éloignement ne justifie pas qu'on adopte des tactiques étrangères à l'objectif déterminé par les principes du communisme et non adaptées à la voie qui y mène (car l'efficacité du Parti et son degré d'influence sur les masses dépendent non seulement de l'évolution favorable des conditions matérielles de la lutte de classe, mais aussi dans une large mesure de la continuité sans faille de ses déclarations et de ses actes). Et pour nous la possession et le maniement rigoureux de la doctrine et des principes doivent assurer la continuité exemplaire d'une « stricte discipline ».

Nos textes enseignent qu'il est vain de préparer les armes théoriques et programmatiques pour l'heure H de la conquête révolutionnaire du pouvoir et de la dictature — revendiquées comme principes imprescriptibles — si on n'agit pas, même dans les phases de reflux les plus dramatiques, sur la « ligne en dents de scie » d'une

remontée finale. Egalement, qu'il est vain de prêcher « l'art de l'insurrection » (qui est aussi la « technique » de l'insurrection, comme Trotsky le savait mieux que personne) et d'en prévoir les instruments pratiques, si on ne se prépare pas dès maintenant à les saisir et à les manier, en donnant à l'organisation du parti — aussi faible, réduit et privé d'influence qu'il soit pour l'immédiat — toute la rigueur, la continuité et l'élasticité possibles.

Ces textes condamnent sans appel les « pressions disciplinaires » de triste mémoire, utilisées pour faire approuver à l'unanimité les pires déviations de principe; mais c'est parce que pour nous, une discipline saine, sûre, « ni aveugle ni forcée », et d'autant plus puissante, repose sur l'unité, l'homogénéité, la continuité, la cohérence de la ligne du Parti. Alors, comme notre courant le proclama dès que l'Internationale eut été reconstruite sur la base de la restauration intégrale de la doctrine et des principes du communisme : « Les communistes attendent des ordres » (*Il Comunista*, 14-11-1920).

Si nos textes proclament et défendent le caractère impersonnel du Parti, et dédaignent les « meilleurs » et les « Messies », ce n'est pas qu'ils représentent le parti comme formé de fantômes (et de pâles fantômes de « saints », de « martyrs » et de « prophètes »); c'est au contraire parce que, pour des marxistes, le parti constitue l'« intégration des activités de nombreux individus dans un organisme collectif unitaire » (*Thèses de Rome*, I, 2) qui les dépasse « dans l'espace et dans le temps » et, en les intégrant, les complète. Dans la « répartition de ses membres entre les diverses fonctions et activités qui constituent sa vie » ainsi que dans leur « alternance à ces fonctions », le Parti se refuse à « singer la division bourgeoise du travail », rejette toute « règle analogue à celles qui régissent les carrières bureaucratiques bourgeoises » (*Thèses supplémentaires* d'avril 1966); mais il revendique hautement une telle répartition et une telle alternance effectuées par un processus de sélection, ni démocratique ni « aristocratique », mais organique : car le Parti n'est pas seulement une association d'hommes que rapproche une même foi, mais une machine destinée « à employer les énergies qu'elle encadre » pour atteindre « des objectifs qui dépassent les intérêts des groupes particuliers et les revendications immédiates et contingentes que la classe ouvrière peut poser » (*Thèses de Rome*, I, 1) et qui, à plus forte raison, dépassent les intérêts et les revendications des simples individus. L'adhésion au Parti est volon-

taire en ce sens qu'elle ne peut être forcée; mais celui qui a assumé la charge de militer dans ses rangs, a par là-même (à moins que le parti cesse d'être ce qu'il était) identifié sa « volonté » propre — dont nous ne discuterons pas ici la réalité — à la volonté supérieure, collective, de la communauté - parti. On ne lui demande pas (et on ne demande à personne) de posséder *intégralement* une doctrine qui enjambe des générations et des continents entiers, ni une volonté qui agit dans l'histoire seulement en tant qu'énergie collective; mais il importe beaucoup au parti que la formation doctrinale et politique des militants, leur volonté d'une action conforme aux principes, leur rigueur disciplinaire et organisationnelle, se rapprochent le plus possible du niveau « optimum » d'une milice séculaire; que les militants ne soient pas des numéros à côté d'autres numéros, mais des forces agissantes à côté d'autres forces agissantes dans l'organisation complexe du parti.

Les textes que nous avons plusieurs fois cités revendiquent la primauté du parti historique — et donc du programme — sur toutes les vicissitudes contingentes du parti formel; ce n'est pas cependant pour qu'on se réfugie dans le parti historique comme dans un alibi commode, mais pour qu'on en tire un aliment pour la lutte quotidienne visant à dépasser « la contradiction apparente... entre parti historique, c'est-à-dire contenu (programme historique invariant) et parti contingent, c'est-à-dire forme, agissant comme force et pratique physique d'une partie décisive du prolétariat en lutte » (*Considérations...*, 1965) — force qui a su et pu se donner une forme, de même qu'elle a su et pu défendre son contenu au cours d'un chemin tourmenté.

Les *Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial*, déjà citées, rappellent au § 13 : « Il y a longtemps qu'on a affirmé (et par exemple les jeunes communistes italiens l'ont fait dès 1912) qu'on peut tendre à créer dans le parti une atmosphère farouchement anti-bourgeoise, qui anticipe largement les caractères de la société communiste. Mais cette légitime aspiration ne doit pas amener à considérer le parti idéal comme un phalanstère entouré de murailles infranchissables », puis que « le parti est en même temps un facteur et un produit du développement des situations historiques, qu'on ne pourra jamais se figurer comme un élément extérieur et abstrait capable de dominer l'atmosphère ambiante, sans retomber par là-même dans un nouvel utopisme encore plus lamentable ».

Si Engels considérait comme une utopie insane, et ruineuse pour la lutte de classe révolutionnaire, la prétention bakouniniste de calquer la structure du parti communiste sur le modèle de la « cité future » (ici encore le bakouninisme et le gramscisme, variantes de l'utopisme petit-bourgeois, se rejoignent), il n'est pas moins utopique d'exiger du parti (ou de supposer qu'il soit en son pouvoir) de dépasser, non les ignobles barrières de la division sociale du travail — ce qu'il doit absolument faire —, mais cette division elle-même. La force du parti ne réside pas dans une mythique possibilité de construire un îlot de communisme au sein même du monde bourgeois — îlot dans lequel chaque individu saurait, par exemple, tout faire (1) —; elle tient précisément au fait que le parti intègre (et ce terme oppose bien l'aspect dynamique à l'aspect statique) « les énergies », les « nombreux individus », les « machines humaines » encadrées dans son réseau organisationnel — chacune avec ses dons naturels et ses « spécialisations » sociales —, pour les faire servir au but final commun, dans « une adaptation naturelle de l'organisme-parti, complexe et articulé, à ses fonctions » (*Thèses supplémentaires*, 1966).

Les *Considérations* de 1965 disent avec une grande vigueur dialectique (qu'on lise attentivement) : « L'unitarisme et le centralisme organique signifient que le parti dé-

veloppe en son propre sein des organes aptes à différentes fonctions, que nous appelons propagande, prosélytisme, travail syndical, etc. et, demain, organisation armée, mais qu'on ne doit rien conclure du nombre des camarades que l'on pense chargés de ces fonctions, parce qu'en principe aucun camarade ne doit être étranger à aucune d'entre elles ». La vie organique du parti n'est jamais un fait acquis, une fois pour toutes, ni un nivellement uniforme : c'est une intégration dynamique, une conquête constante. De même qu'elle tend à s'accroître en exerçant ses fonctions spécifiques, de même elle tend à former des militants — non des « hommes »! — complets, en exigeant de chacun qu'il participe à la totalité des activités nécessaires, en demandant à chacun de subordonner les « compétences » qu'il a héritées (d'une division sociale du travail à laquelle seul le communisme pourra l'arracher) aux exigences collectives et impersonnelles du combat révolutionnaire, et donc de la classe sur son chemin historique; en exigeant davantage de ceux qui peuvent donner plus et mieux; en exaltant l'apport de tous à une œuvre qui ne promet de récompense à personne; en n'accordant ni privilège ni exemption, et moins encore de droits ou de lauriers; en bannissant « les concours où on se bat pour décrocher des situations plus ou moins brillantes ou en vue ».

La sélection dans le parti est, comme la hiérarchie, un processus organique, mais elle est et reste une sélection (cf. *Thèses de Rome*, I^{re} partie); et l'antidote n'est pas de la nier, mais de maintenir avec une fière détermination son caractère dynamique, non figé, dialectique, étranger à la « logique » formelle, d'« adaptation naturelle du parti à ses fonctions ».

Le parti — nous l'avons rappelé plus haut — n'est ni un magma informe, ni un agrégat de fragments hétéroclites (les deux faces, anarchiste et démocratique, de l'idéalisme bourgeois), mais un « organe complexe et articulé »; une structure, non une table rase; une pyramide, non une surface plane. Mais entre tous les membres de cet organisme, de cette structure, de cette pyramide, passe un même fil, le fil de la cohérence rigoureuse de la doctrine, du programme, des principes, de la tactique et de l'action — qui est organisée, ou qui n'est pas. Le parti avance sur le pont de l'histoire sans la protection d'aucune formule, mais d'autant plus capable de résister, et un jour de vaincre, qu'il est capable de développer harmonieusement toutes ses fonctions et d'accomplir toutes ses tâches, élevées ou humbles, grandes ou minimes, parce qu'elles sont toutes également nécessaires. En définitive, tout, dans le parti, est « organisation », si on comprend ce terme comme on doit l'entendre, c'est-à-dire non pas dans un sens extérieur sèchement administratif et stupidement bureaucratique, mais au sens dialectique et frémissant de vie d'une intégration globale : du présent dans l'avenir, du moment contingent dans le but final, de l'individu dans la collectivité, de la tactique dans les principes, de la théorie dans la praxis.

(1) Lénine écrit : « Le capitalisme laisse nécessairement en héritage au socialisme [et à plus forte raison au parti appelé à lui ouvrir la voie — N.d.R.]... les vieilles distinctions professionnelles et corporatives, qui se sont établies durant des siècles... [Un jour viendra où] on supprimera la division du travail entre les hommes; on passera à l'éducation, à l'instruction et à la formation, d'hommes universellement préparés, et sachant tout faire. C'est là qu'on va, doit aller et arriver le communisme... Tenter aujourd'hui d'anticiper pratiquement sur ce résultat futur du communisme pleinement développé, solidement constitué, à l'apogée de sa maturité, c'est vouloir enseigner les mathématiques supérieures à un enfant de 4 ans » (*Œuvres*, t. 31, pp. 44-45). Cette phrase est extraite de la *Maladie infantile* et il est intéressant de le rappeler, parce qu'une telle utopie a la même origine que l'hérésie que combattait Lénine dans cette œuvre : l'horreur des « chefs », de la « hiérarchie », des « ordres » que le centre doit donner à certains moments et dans certains domaines; bref, la phobie de la centralisation et de la discipline, naturelles dans un organisme sain.

Vient de paraître :

PROGRAMME COMMUNISTE N° 59

Sommaire

- Paix universelle ou antagonismes croissants entre Etats ?
- Le II^e Congrès de l'Internationale Communiste : un sommet et une croisée des chemins.
- Appendice : discours du délégué de la fraction communiste abstentionniste sur les conditions d'admission à l'I.C.

Le numéro : 5 F. Commandes au « Proletaire ».

(Suite de la page 1)

FAMINE EN AFRIQUE NOIRE

L'impérialisme français a réagi à la lutte contre l'impôt, aux agitations urbaines et aux grèves ouvrières, de la manière la plus impitoyable qui soit. Il l'a fait par l'intermédiaire des Etats locaux, que ce soit avec la répression armée ou tout autre moyen — signalons qu'en ce moment l'impôt continue à être exigé au Sénégal, dans les zones déclarées sinistrées (voir *Le Monde* du 5-6-73). Il l'a fait directement dans la guerre du Tchad ou par exemple au Sénégal où les troupes de Bigard tuèrent 55 personnes dont 50 ouvriers en juin 1968. Encore une fois c'est sa seule politique, car la baïonnette est la condition de la pénétration du mercantilisme, exigée par les besoins économiques et militaires des métropoles impérialistes.

Aujourd'hui, avec le concours de l'ONU, de la CEE, et des Eglises, l'impérialisme français organise la sinistre mascarade des « secours » — qui ne peuvent parvenir selon toute vraisemblance que dans quelques grandes villes —. La bourgeoisie s'inquiète évidemment des conséquences sociales de son propre mode de production : elle veut l'expropriation dans les campagnes, mais sans les troubles qu'elle entraîne nécessairement, surtout dans les villes. Les « secours » ont pour double but d'endiguer ces révoltes et de masquer, là-bas comme ici, le terrorisme impérialiste sous le voile répugnant de l'humanitarisme qui atteint les sommets de l'abjection avec la déclaration du pape : « Il s'agit d'une calamité de proportion immense. N'est-il pas beau de voir que le cœur du monde entier est sensible à tant de souffrances et veut les soulager ? » (voir *Le Monde* du 29-5-73).

Les autres impérialismes, et notamment la Russie et la Chine, rivalisent d'« aides » et de phrases d'autant plus sucrées qu'ils sont concurrents de l'impérialisme français. Que pourraient faire d'autre ces prétendus champions de la lutte de libération nationale, alors qu'ils vantent l'esprit d'indépendance et de lutte anti-impérialiste de gouvernements africains qui sont justement à la solde des Etats français et anglais et répriment tout mouvement social se heurtant à l'ordre établi ?!

La démocratie petite-bourgeoise joue le rôle misérable qui lui est assigné avec une hypocrisie sans bornes. Comme pour prévenir à l'avance les résultats matériels catastrophiques des « secours », elle en rend déjà responsables les Etats locaux. Ainsi R. Dumont dans un interview au *Monde* du 16-5-73 : « en septembre dernier, les gouvernements d'Afrique Noire savaient que les récoltes étaient déficitaires. C'est à ce moment qu'ils auraient dû alerter l'opinion mondiale sur le désastre. » Et l'éditorialiste de ce journal d'enchaîner : « la question (des secours) est évidemment épineuse car la souveraineté des Etats africains ne saurait être mise en cause, fût-ce par souci d'efficacité... ». Toute cette canaille feint d'oublier que l'Etat français savait déjà que la disette et la famine mûrissaient depuis des années, et qu'il y a déjà réagi à sa manière. Pour ces prétendus « amis du Tiers Monde », il est clair que la seule

chose à faire est : disculper l'impérialisme français !

Face au capitalisme et aux forces bourgeoises concentrées dans les puissants Etats impérialistes, le marxisme, de 1848 à notre petit parti d'aujourd'hui, en passant par l'Internationale Communiste et le congrès de Bakou, a toujours défendu son programme mondial : centralisation de la lutte révolutionnaire du prolétariat (non seulement le prolétariat des métropoles, mais également les noyaux prolétariens naissants dans les colonies) en un parti mondial unique : *souffrance* du mouvement communiste et des mouvements des peuples de couleur insurgés contre l'impérialisme, afin que ces derniers puissent servir de levier pour la révolution communiste mondiale, qui seule peut abrèger ou faire sauter les étapes douloureuses de l'accumulation capitaliste ; dictature prolétarienne et plan unique, mondial et anti-mercantile !

L'opportunisme à la remorque de l'impérialisme

La lutte pour cette perspective grandiose, aujourd'hui comme hier, se mène non seulement contre la bourgeoisie, mais également contre l'opportunisme ouvrier de toutes nuances, qui voudrait marier la révolution et la réforme.

Le PCF dénonce « la politique coloniale des gouvernements français responsables de cette situation » en raison « du pillage des ressources des peuples africains » (*L'Humanité* du 28-5-73) et avance l'alternative suivante dans son Programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire (p. 228) : « le nouveau gouvernement proposera l'ouverture de négociations à tous les Etats [comme si on pouvait négocier avec soi-même ! N. d. R.] désirant réviser les accords de coopération en vigueur... ». Bref, pour l'opportunisme, l'impérialisme pourrait avoir une autre politique. En attendant, dans une intervention au Parlement (voir *L'Humanité* du 12-5-73), le PCF appelle l'Etat français à prendre la tête de la farce ignoble des « secours » et joue les commissaires voyageurs de l'Etat français en Guinée — qu'il espère bien voir réintégrer la zone d'influence

directe de la France —, tout comme le PSU sympathise avec les pantins du Congo-Brazzaville. Tout cela prouve que derrière la prétention de vouloir marier l'émancipation de toute forme d'oppression avec le mercantilisme, il y a la défense de l'impérialisme. Ceci est tout à fait naturel pour un parti qui a déjà soutenu l'Etat dans la guerre impérialiste, la « reconstruction nationale » et la défense de l'empire colonial. Telle est la tâche assignée par l'histoire à ces partis ouvriers libéraux qui prétendent lutter contre l'impérialisme, mais combattent l'impérialisme des autres Etats, et non celui de leur Etat, parce qu'ils expriment les aspirations de couches sociales dont les intérêts sont liés à la domination impérialiste.

Il existe aussi d'autres courants, groupes et partis, qui dénoncent l'impérialisme et même le social-impérialisme des partis réformistes, mais donnent pourtant la même perspective qu'eux pour l'Afrique Noire. Nous citerons à titre d'exemple, car cela est vrai pour tout le monde, *Lutte Ouvrière* du 22-5-73 : « Il est possible d'assurer une production agricole qui ne soit

pas à la merci des aléas météorologiques. Tout cela n'est qu'une question de capitaux. Et c'est justement là le problème. Les capitaux et les moyens techniques qu'ils permettent de mettre en œuvre ne sont pas à la disposition de tous, ne sont pas utilisés au profit de tous, mais au profit de quelques groupes capitalistes. » Citons également *Front Rouge* du 24-5-73 : « La sécheresse et la famine peuvent se vaincre, mais ce n'est pas rentable pour les impérialistes qui préfèrent investir dans les secteurs plus lucratifs. »

Ce faisant, l'opportunisme gauchiste, qui reprend la tradition de l'opportunisme centriste crie à la révolution, mais pour avoir une réforme, c'est-à-dire une autre politique mais toujours sur la base du mercantilisme. De même que l'opportunisme social-impérialiste, il converge ainsi avec l'impérialisme et prétend condamner l'Afrique Noire à l'accumulation capitaliste, car l'impérialisme est aujourd'hui la seule force sociale capable de réaliser la pénétration du mercantilisme en Afrique Noire.

Ce n'est donc pas un hasard si tous les gauchistes, tout comme le PCF, voient comme enjeu des luttes sociales existant aujourd'hui dans cette aire géographique, la « constitution d'Etats nationaux, alors que ces Etats — qu'il soient qualifiés de « féodaux », de « fascistes » ou même de « bonapartistes », voire de « progressistes » — ne sont en réalité que des succursales de l'Etat impérialiste, car les couches sociales autochtones fournissant leur personnel politique et ayant en commun avec l'impérialisme intérêt à la pénétration du mercantilisme n'ont pas par elles-mêmes la capacité de se constituer en organisation territoriale stable, et donc en Etat. Ne voyant pas cela, on ravale, comme le PCF et les gauchistes, le « lien » existant entre ces Etats et l'impérialisme à une simple « alliance », si ce n'est à une simple « complicité » entre des couches « bureaucratiques » et les grands Etats des métropoles blanches.

Sur la voie qui pousse nécessairement l'opportunisme centriste à passer ouvertement,

comme déjà le PCF, à la défense de l'Etat impérialiste, il y a donc désormais la minimisation des responsabilités de l'impérialisme et du social-impérialisme en Afrique Noire, et dialectiquement de la responsabilité historique du prolétariat des métropoles. Il y a aussi, pour nombre de ces courants, le soutien et même l'apologie des avant-gardes politiques de couches liées au développement du mercantilisme en Afrique Noire, qui cherchent à canaliser les luttes de résistance anti-mercantile des paysans et les premières luttes prometteuses des noyaux prolétariens naissants.

Malgré toutes ces « aides » de la bourgeoisie, du social-impérialisme et du « gauchisme », les masses africaines luttant contre l'impérialisme sont donc absolument seules. Mais ces luttes ne peuvent que soulever l'enthousiasme des marxistes révolutionnaires, qui luttent pour la reconstitution de l'armée mondiale du prolétariat et la soudure du mouvement communiste et de celui des peuples de couleur. Cette voie tracée par le marxisme peut sembler peu « concrète » et bien longue. Mais c'est la seule qui mène à la mort du capitalisme — et les cinquante dernières années ont confirmé une fois de plus que toutes les autres voies sont celles de la conservation sociale —. Cette voie lumineuse, c'est celle qu'ont déjà empruntée, sans pouvoir la suivre jusqu'au bout, des forces sociales gigantesques dans les « années rouges » du premier après-guerre. Les communistes n'ont pas cessé de combattre pour que les mêmes forces, qui devront naître des mêmes antagonismes provoqués par le même capitalisme, empruntent la même voie, jusqu'à la victoire.

PRESSE INTERNATIONALE

Au sommaire du n° 12 (14 juin 1973) de :

IL PROGRAMMA COMUNISTA

- Démocratie, tu es grande !
- Tous alliés contre l' « extrémisme ».
- Dégénérescence ou contre-révolution ?
- Nouvelles des faux socialismes : Roumanie.
- Vie du parti.

Abonnement annuel *Il Programma Comunista-Sindacato Rosso* : 20 F. Commandes au « Prolétaire ».

VIE DU PARTI

Interventions à l'occasion de l'agitation contre la circulaire Fontanet (PARIS)

Nous avons déjà parlé dans ces colonnes (*Le Prolétaire*, n° 151 et 152) de la circulaire Fontanet-Marcellin qui, par le système de la carte de séjour liée au contrat de travail, met les travailleurs immigrés à la merci du patron, et vise à leur interdire de lutter et de revendiquer aux côtés de leurs frères de classe, sous peine d'être frappés de licenciement et donc d'expulsion.

Depuis plusieurs mois, alors que les organisations « ouvrières » gardaient obstinément le silence, des tentatives de protestation ont été déclenchées dans plusieurs villes de France par des groupes d'ouvriers immigrés revendiquant l'abolition de la circulaire, la carte de travail pour tous dès l'embauche, le droit à l'activité syndicale et politique. En manifestant contre l'attaque de la bourgeoisie, ils ne défendaient ni les intérêts d'une catégorie, ni ceux de telle ou telle nation ou race, mais les intérêts généraux de la classe ouvrière. Mais, alors que le contenu de leur revendication était un contenu de classe, et alors qu'ils s'efforçaient d'étendre leur mouvement en allant vers les usines, ils en étaient réduits (quelle victoire pour la bourgeoisie !) à chercher refuge dans les cryptes d'églises et à faire la grève de la faim, forme bien caractéristique de l'isolement, du désespoir auquel cette partie sur-exploitée du prolétariat est aujourd'hui acculée par la complicité de l'opportunisme avec la bourgeoisie et par sa trahison totale des inté-

rêts prolétariens même les plus immédiats.

C'est alors qu'on vit peu à peu se manifester toute une cohorte de bonnes âmes qui, sous prétexte d'« appuyer la lutte », ne visaient en réalité qu'à l'étouffer et à empêcher qu'elle ne débouche sur le terrain de la lutte de classe. Il se forma un « comité de soutien », rassemblant en apparence des bonnes volontés individuelles, et masquant en réalité tout un éventail d'organisations au programme politique bien précis : depuis l'Eglise catholique jusqu'aux partis opportunistes (PC ou gauchistes, français ou maghrébins) et aux syndicats « ouvriers ». Toute une série de réunions eurent lieu, centrées sur la question : que faire dans l'immédiat ? quel appui apporter aux « 56 grévistes de la faim » ?

Tandis que chacun prodiguait les affirmations verbales de « soutien » et les recettes de victoire à bon marché (délégations, pétitions, appels à l'opinion publique, « mobilisation » de la presse, grève de la faim — tournante et de 48 heures ! — de « Français », manifestation), nos camarades sont intervenus pour rappeler qu'avec la circulaire Fontanet, la bourgeoisie et l'Etat français menaient une offensive contre l'ensemble de la classe ouvrière, en se plaçant sur leur terrain de toujours, celui de la force et de l'intimidation ; et pour affirmer qu'à l'appel des ouvriers immigrés on ne pouvait répondre véri-

tablement que sur le terrain de la lutte de classe et de la solidarité internationale prolétarienne, non du pacifisme béant ni de la charité bourgeoise. Ils dénoncèrent la mascarade de ce prétendu « soutien », soulignant la responsabilité des partis et des syndicats opportunistes, qui non seulement n'ont rien fait pour riposter à la circulaire gouvernementale, mais en ont été les complices directs et même les précurseurs, puisqu'ils n'ont cessé de réclamer depuis avril 1967 (date à laquelle le PC présenta son premier projet de loi) une rationalisation de la politique d'immigration par le contrôle des entrées et la concordance entre carte de séjour et contrat de travail : de même qu'entre les intérêts de la bourgeoisie et ceux du prolétariat il n'y a pas de conciliation possible, la lutte contre la bourgeoisie est inséparable de la lutte contre l'opportunisme.

A chacune de nos interventions, les réactions ont été les mêmes. Les représentants du PC et de la CGT n'eurent pas besoin de répondre : les vaillants gauchistes se hâtaient de faire à leur place, nous accusant de briser « l'unité » (« on n'est pas ici pour attaquer les organisations ouvrières ! »), et flétrissant le « dogmatisme » et la « politique » pour mettre en avant « l'action concrète » sous forme de vains expédients interclassistes et pacifistes inspirés en réalité de la nire politique, celle de la collaboration de classe. Maoïstes et trotskystes montraient ainsi ce que vaut

le gauchisme, cette variante de l'opportunisme centriste classique, qui a toujours été, sous couvert de radicalisme verbal, le complice des grands partis sociaux-démocrates dont il partage en fait le programme. Il faut dire aussi qu'ils étaient épaulés dans ce travail de défense et de soutien du social-chauvinisme français par les « progressistes » maghrébins qui, imposant le silence à ceux des ouvriers immigrés y qui se révoltaient devant cette mascarade, confirmaient que dans les luttes prolétariennes, le clivage ne passe pas entre les nationalités mais entre les classes.

Dans ses proportions modestes, et comme toute autre intervention du parti dans les luttes ouvrières actuelles, cet épisode, qui confirme une fois encore que nous n'avons pas de « cousins », montre la difficulté, dans cette période de noire contre-révolution, de souder l'intervention politique du parti à des actions revendicatives immédiates qui, spontanément, n'atteignent même pas le niveau de ce que Lénine appelait la « conscience trade-unioniste » et restent enfermées dans les limites de la contestation, mais il montre aussi la nécessité impérieuse de lutter pour réaliser cette liaison. Sans l'effort tenace du parti pour développer dans la mesure de ses forces, en toute situation, même défavorable, et sans jamais mesurer son action au succès immédiat, l'ensemble de ses tâches fondamentales, il ne saurait y avoir de constitution du prolétariat en classe, ni cette liaison entre le parti et la classe qui est indispensable pour la victoire de la révolution.

Pour reprendre la conclusion du tract que nous avons distribué à la manifestation du 7 juin (qui, ne rassemblant que quelques centaines de personnes, montrait une fois de plus quelle était la réalité du « soutien actif » promis par des organisations opportunistes qui en rassemblent des millions) :

« Guerre au capitalisme, solidarité internationale de classe de tous les

PERMANENCES DU PARTI

- A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.
- A Marseille : le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, au siège du « Prolétaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

exploités, et pour cela lutte sans merci contre les laquais opportunistes (y compris les soi-disant « extrémistes ») dans les rangs ouvriers, voilà les conditions même de la lutte de la classe ouvrière sur le chemin de son émancipation. Dans ce combat, le prolétariat ne peut compter que sur ses propres forces. La lutte pour reforge l'union et la solidarité internationales du prolétariat passera nécessairement par des expériences douloureuses et d'amères déceptions. Mais sans cette lutte, sans la rupture politique la plus décidée avec les chachals de l'opportunisme, qui non seulement sabotent les tentatives de résistance de la classe ouvrière aux empiètements du capital, mais tentent de lui barrer la voie de son émancipation révolutionnaire, les efforts les plus généreux sont destinés à demeurer stériles. C'est seulement sur cette voie que le prolétariat pourra reconstituer son arme de classe, le Parti Communiste Mondial, seul capable de donner, sur le cadavre de toutes les illusions démocratiques et pacifistes, une direction radicale à ses combats et de le conduire jusqu'à la victoire sur le capital.

« Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

directeur - gérant

F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »

232, r. de Charenton, Paris-12^e

distribué par les N.M.P.P.